

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS

HINTERWALD
67320 BUST

Références : 0006700025/VB/CE
Code AIOT : 0006700025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS implanté HINTERWALD - 67320 BUST. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
- HINTERWALD - 67320 BUST
- Code AIOT : 0006700025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrières de grès des Vosges.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage des limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 9.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Déclarations réglementaires annuelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 bis	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Calendrier curage des bassins de décantation	AP Supplémentaire du 11/04/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate l'absence de mise à jour des plans d'exploitation et propose au préfet une mise en demeure.

L'inspection constate l'absence des bornages des périmètres d'autorisation et d'extraction sur site et propose au préfet une mise en demeure.

En l'absence de bornage, l'inspection n'a pas pu constater le respect des distances de recul entre les zones d'extraction et le périmètre d'autorisation.

L'inspection constate l'absence de déclaration annuelle obligatoire pour l'année 2023 et propose une demande d'action corrective par lettre à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation à l'échelle au 1/1000e orienté [...]. Sur ce plan sont reportés : - les dates des levés ; [...] - l'emplacement exact du bornage ; [...] - l'étendue des zones décapées et emplacement du stockage des terres de découverte ; - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état. [...] Ce plan sera mis à jour une fois par an [...].
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'exploitation, daté de 2023.

Sur le plan d'exploitation présenté, ne sont pas reportés :

- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et emplacement du stockage des terres de découverte ;
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état.

L'exploitant déclare avoir retardé les levés et la réalisation du plan d'exploitation au premier semestre 2025 pour établir des levés et des plans pour la préparation de son dossier de renouvellement de la demande d'autorisation.

L'absence de mise à jour du plan en 2024 constitue une non-conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 29/09/1997.

L'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant, dans un délai de six mois, de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 29/09/1997.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Bornage des limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 9.2

Thème(s) : Autre, Bornage des limites d'exploitation

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate l'absence des bornages prescrits à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 29/09/1997.

L'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant de mettre en conformité l'aménagement du site avec les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 29/09/1997, sous un délai de six mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1

Thème(s) : Autre, Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral de mise en Demeure du 23/05/2023

ARTICLE 1 : La société Schneider Georges et Fils, dont le siège social est situé au lieu-dit «Hinterwald» à Bust (67320), est mise en demeure de respecter pour l'installation qu'elle exploite à la même adresse, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les

dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral supplémentaire du 11/04/2022 susvisé reprises ci-après : « L'exploitant présente [...] une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben). Si la compatibilité des rejets avec le milieu ne peut pas être démontrée, l'exploitant propose une valeur limite adaptée pour les paramètres concernés [...]. Le cas échéant, il présente [...] des mesures visant à rendre compatible ses rejets avec les objectifs de qualité du milieu. »

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, le rapport d'une étude hydrologique réalisé par un bureau d'étude avec des prélèvements en juin 2023 et juillet 2023. Ce rapport conclut à une absence d'impact notable des rejets issus des bassins de décantation sur la qualité de l'eau de la Zinsel du Sud.

L'étude n'appelle pas de remarque sur la toxicité des rejets.

L'exploitant s'engage à tenir la fréquence des curages des bassins, de quatre fois par an, prescrite par l'arrêté du 11/04/2022.

L'inspection relève que la problématique des rejets d'eaux pluviales, chargées en MEST et présentant des indices de colorimétrie élevés est liée au contexte météorologique.

Les périodes de fortes précipitations ont entraîné des débits de rejets importants.

L'inspection invite l'exploitant à surveiller visuellement l'état des rejets et à procéder au curage des bassins de décantation avec, au besoin, une fréquence supérieure à la prescription de l'arrêté sus-mentionné.

L'exploitant déclare que la tenue de la fréquence de curage des bassins (4 par an) a amélioré l'efficacité de la décantation et qu'il n'a pas constaté de rejets susceptibles d'excès de charge en MES depuis la reprise de curages réguliers.

L'inspection propose la levée de la mise en demeure du 23/05/2023.

Type de suites proposées : Levée de mise en demeure

N° 4 : Calendrier curage des bassins de décantation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2

Thème(s) : Autre, Calendrier curage des bassins de décantation

Prescription contrôlée :

Entretien des installations de traitement des eaux de procédé Les bassins de décantation sont curés tous les trois mois. Les opérations d'entretien des bassins de décantation sont consignées dans un registre précisant la date et le volume curé.

Constats :

Lors de la visite du 24/02/2025, l'exploitant a présenté le registre de suivi des curage des bassins de décantation.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations réglementaires annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 bis
Thème(s) : Autre, Déclarations réglementaires annuelles GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'établissement concerné et des activités exercées. L'exploitant précise si la détermination des quantités déclarées est basée sur une mesure, un calcul, une estimation ou si celles-ci sont inférieures à la limite de quantification des appareils de mesure. Il apporte toute information relative au changement notable dans sa déclaration par rapport à l'année précédente qu'il juge utile. La déclaration comprend en outre les informations figurant dans le contenu de la déclaration défini en annexe III du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas effectué la déclaration pour l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'adresser par courrier les éléments de la déclaration pour 2023 et d'effectuer la déclaration pour 2024 dans le délai réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois